



## CHAPITRE 141

## CHAPTER 141

Loi accordant certains pouvoirs spéciaux  
aux commissaires d'écoles pour la mu-  
nicipalité de Shawinigan, dans le comté  
de Saint-Maurice

An Act to grant certain special powers to  
the school commissioners for the mu-  
nicipality of Shawinigan, in the county  
of Saint-Maurice

[Sanctionnée le 6 février 1958]

[Assented to, the 6th of February, 1958]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que Les commissaires d'éco-  
les pour la municipalité de Shawini-  
gan, dans le comté de Saint-Maurice, ont,  
par leur pétition, représenté qu'il est juste  
qu'ils créent et maintiennent un fonds de  
pension pour certaines classes de leurs em-  
ployés qui ne sont pas qualifiés à participer  
au fonds de pension prévu par la Loi de  
l'instruction publique; que les besoins de  
l'éducation à Shawinigan exigent que les  
commissaires puissent faire permuter leurs  
instituteurs et leurs institutrices ou leur  
assigner des tâches différentes de celles  
mentionnées dans leur contrat respectif  
d'engagement; que les immeubles possédés  
et occupés dans le territoire soumis à la  
juridiction des commissaires par la corpo-  
ration municipale pour en retirer du reve-  
nu et non pour ses fins propres devraient  
payer cotisation; que Joseph Olier Stanis-  
las Brunet et Philias Charest, de la mu-  
nicipalité de Shawinigan, ayant chacun plus  
de trente années de service à l'emploi des  
commissaires et ne participant à aucun  
fonds de pension créé ou à être créé, mé-  
ritent une pension spéciale à même les fonds  
généraux des commissaires;

Attendu qu'il est à propos de faire droit  
à la demande contenue dans ladite péti-  
tion;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du  
consentement du Conseil législatif et de  
l'Assemblée législative de Québec, décrète  
ce qui suit:

**W**HEREAS The school commissioners  
for the municipality of Shawinigan,  
in the county of Saint-Maurice, have, by  
their petition, represented that it is proper  
for them to establish and maintain a pen-  
sion fund for certain categories of their  
employees who are not qualified to parti-  
cipate in the pension fund provided for by  
the Education Act; that the needs of edu-  
cation in Shawinigan require that the com-  
missioners be empowered to transfer their  
teachers or assign them to other duties  
than those mentioned in their respective  
teaching contracts; that the immoveables  
owned and occupied, in the territory under  
the jurisdiction of the commissioners, by  
the municipal corporation for purposes of  
revenue and not for its own purposes,  
should pay the assessment; and that  
Joseph Olier Stanislas Brunet and Philias  
Charest, of the municipality of Shawini-  
gan, both having been employed for more  
than thirty years by the commissioners,  
and not participating in any pension fund  
created or to be created, deserve a special  
pension out of the general fund of the  
commissioners;

Whereas it is expedient to grant the  
prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice  
and consent of the Legislative Council and  
of the Legislative Assembly of Quebec,  
enacts as follows:

Preamble.

Caisse de  
retraite.

**1.** Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan, dans le comté de Saint-Maurice, peuvent, par résolution, établir une caisse de retraite contributive pour certaines classes de leurs employés qui ne sont pas admis par la Loi de l'instruction publique à bénéficier du fonds de pension général prévu par cette loi.

Résolu-  
tion.

Cette résolution détermine: les contributions respectives des commissaires d'écoles et des employés; les prestations ou autres bénéfices payables aux employés ou, à leur décès, à leurs dépendants ou héritiers; la durée des services et les autres conditions requises pour avoir droit à ces prestations ou autres bénéfices; la mise à la retraite des employés, et le mode d'administration de la caisse de retraite.

Appro-  
bation.

Cette résolution et toute résolution qui la modifie ne deviennent en vigueur qu'après approbation par le surintendant de l'instruction publique, la Commission municipale de Québec et le surintendant des assurances.

Dépôt.

Telle résolution doit faire l'objet d'un acte de dépôt chez un notaire.

Place-  
ment.

Les avoirs de la caisse de retraite doivent être placés suivant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 154 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299).

Ententes.

Les commissaires, peuvent pour l'établissement et l'administration de la caisse de retraite, faire toute entente avec une compagnie d'assurance sur la vie, avec une compagnie de fidéicommis ou avec un gouvernement qui émet des rentes viagères.

Change-  
ment.

**2.** Nonobstant les termes de tout contrat d'engagement et nonobstant les dispositions de l'article 233 de la Loi de l'instruction publique, Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan dans le comté de Saint-Maurice auront la faculté en tout temps durant l'année scolaire d'assigner une classe, une école ou une fonction pédagogique différente de celle mentionnée dans son contrat d'engagement à un instituteur ou à une institutrice, pourvu que son traitement ne soit pas de ce fait réduit.

Pensions  
autori-  
sées.

**3.** Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Shawinigan, dans le comté

**1.** The school commissioners for the municipality of Shawinigan, in the county of Saint-Maurice, may by resolution, establish a contributive retiring pension fund for certain categories of their employees who are not entitled by the Education Act to participate in the general pension fund provided for by this act.

Pension  
fund.

This resolution determines: the respective contributions of the school commissioners and employees; the allowances or other benefits payable to employees or, upon their death, to their dependents or heirs; the duration of services and the other conditions required to be entitled to such allowances or other benefits; the superannuation of employees and the mode of administration of the pension fund.

Resolu-  
tion.

This resolution and every resolution amending it shall come into force only after approval by the Superintendent of Education, the Quebec Municipal Commission and the Superintendent of Insurance.

Approval.

Such resolution shall be subject to a deed of deposit with a notary.

Deposit.

The assets of the pension fund must be invested in accordance with the provisions of subsection 2 of section 154 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299).

Invest-  
ment.

The commissioners, may for the establishment and administration of the pension fund, enter into any agreement with a life insurance company, a trust company or with a government issuing life annuities.

Agree-  
ments.

**2.** Notwithstanding the terms of any contract of employment and notwithstanding the provisions of section 233 of the Education Act, The school commissioners for the municipality of Shawinigan, in the county of Saint-Maurice, shall have the power, at any time during the school year, to assign a teacher to other pedagogic functions or to another class or school, provided that his or her salary is not reduced.

Change.

**3.** The school commissioners for the municipality of Shawinigan, in the county

Pensions  
author-  
ized.

de Saint-Maurice, peuvent, par résolution, accorder à même leur fonds général à Joseph Olier Stanislas Brunet et Philias Charest, tous deux domiciliés en la municipalité de Shawinigan, des pensions de retraite leur vie durant, ne devant pas excéder deux cent cinquante dollars par mois dans le cas de monsieur Brunet et quatre-vingt-dix dollars par mois dans le cas de monsieur Charest. Telles résolutions, une fois adoptées, deviendront irrévocables.

Entrée en  
vigueur.

**4.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

of Saint-Maurice, may grant, by resolution out of their general fund, to Joseph Olier Stanislas Brunet and Philias Charest, both residing in the municipality of Shawinigan, retiring pensions for life not to exceed two hundred and fifty dollars a month in the case of Mr. Brunet, and ninety dollars a month in the case of Mr. Charest. Such resolutions, once passed, shall become irrevocable.

**4.** This act shall come into force on the day of its sanction. <sup>Coming  
into force.</sup>